



## pêche de loisir La charte enfin signée

*La Charte d'engagements et d'objectifs pour une pêche maritime de loisir éco-responsable a été signée le mercredi 7 juillet. Elle vise à mieux encadrer cette activité.*

Elle était dans les tuyaux à l'issue du Grenelle de l'environnement, en 2008, et avait été discutée longuement dans le cadre du Grenelle de la mer en 2009. Son texte définitif était prêt depuis avril et sa signature officielle avait été annoncée en juin. Mais ce n'est finalement que le mercredi 7 juillet qu'a été signée officiellement la Charte d'engagements et d'objectifs pour une pêche maritime de loisir éco-responsable.

Il y avait du beau monde pour cette signature à l'hôtel de Roquelaure, siège du ministère de l'Écologie : deux ministres (l'hôte du jour, Jean-Louis Borloo, et Bruno Le Maire, pour la Pêche), l'Association nationale des élus du littoral (Anel), l'Agence des aires marines protégées, le Conservatoire du littoral, le Conseil national de la navigation de plaisance, le Comité national des pêches maritimes et cinq associations de plaisanciers (1) ont signé le préambule et les six articles.

### MARQUAGE DU POISSON

Que vise cette charte de la pêche de loisir ? Essentiellement à revoir l'encadrement de cette pratique (embarquée, du bord de mer ou à pied sur l'estran), pour éviter toute confusion entre les bonnes pratiques de la plupart des plaisanciers et le braconnage d'une minorité.

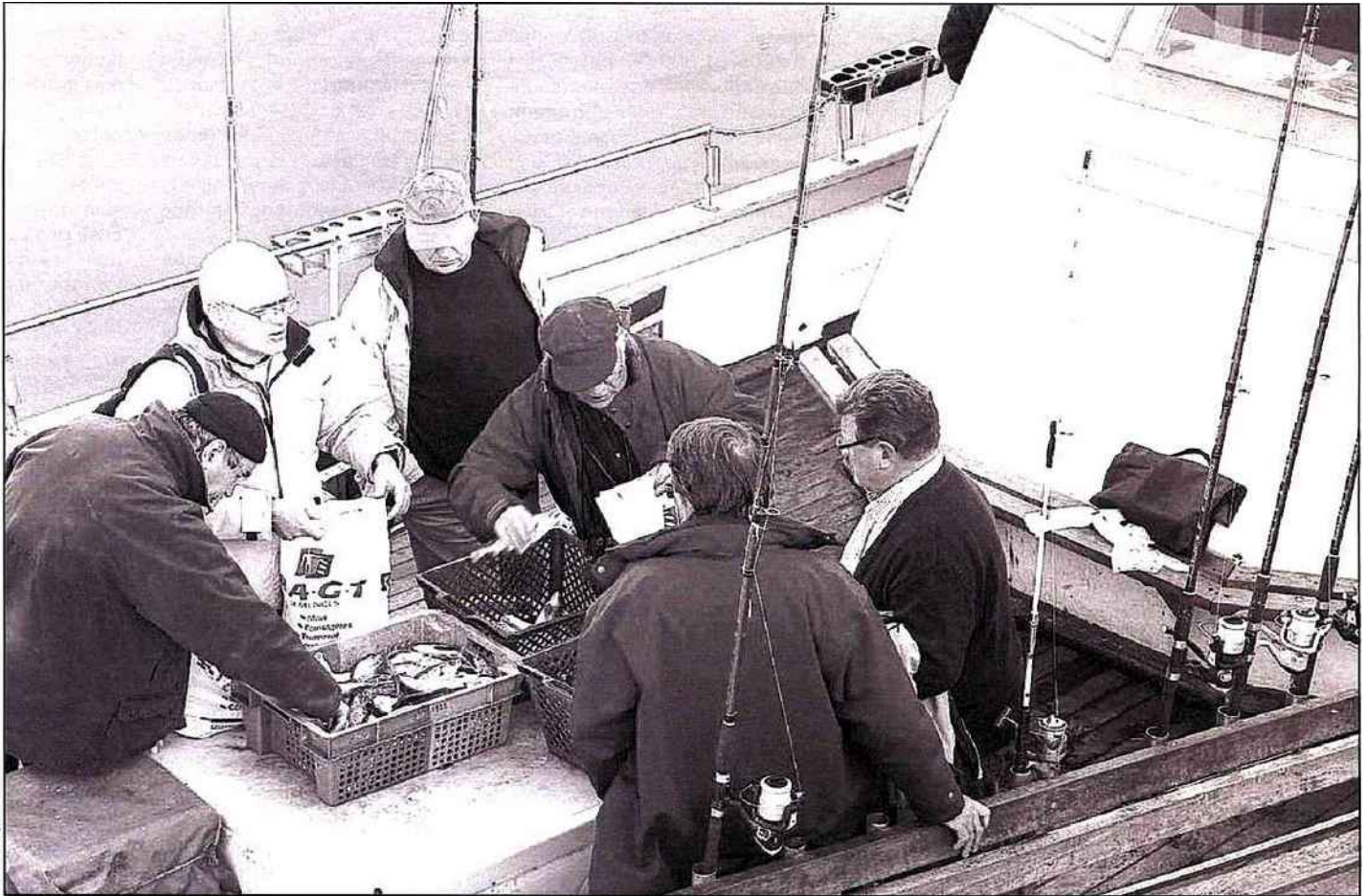
Elle reprend notamment les trois volets du 27<sup>e</sup> engagement du Grenelle de la mer : « **marquer le poisson pêché dans le cadre de la pêche de loisir par une encoche sur la nageoire dorsale ou caudale en vue d'éviter la vente illégale sur les étals ou dans les restaurants** », « **définir des interdictions de pêche selon les besoins pour certaines espèces et instaurer des périodes de repos biologique sur les zones d'estran** », « **passer de la notion incontrôlable de table familiale à une gestion basée sur des quantités ou des nombres** ».

Dans les faits, le marquage ne sera sans doute imposé que sur des espèces à forte valeur ajoutée (du type du bar) ou posant des problèmes de respect des quotas (comme le maquereau dans certaines zones). Ses modalités seront précisées d'ici la fin de l'année. Et l'activité de pêche de loisir sera certes soumise à déclaration mais sans mise en place d'un permis de pêche.

Signée pour 2 ans, cette charte fera l'objet d'un bilan annuel, sous l'égide d'un comité de suivi à désigner dans les 3 mois. « **Elle ne doit pas être considérée comme un aboutissement mais comme un véritable point de départ** », estime un de ses signataires, Jean Kiffer, président de la **Fédération** nationale des pêcheurs plaisanciers et sportifs de France.

**Bernard JÉGOU**

(1) *Fédération française des pêcheurs en mer, Fédération nationale des pêcheurs plaisanciers et sportifs de France, Fédération française d'études et de sports sous-marins, Fédération de chasse sous-marine passion et Union nationale des associations de navigateurs.*



Lionel Flageul

**L'un des articles de la charte recommande de « marquer le poisson pêché dans le cadre de la pêche de loisir par une encoche sur la nageoire dorsale ou caudale en vue d'éviter la vente illégale sur les étals ou dans les restaurants ».**